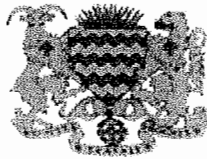


REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE



Unité – Travail – Progrès

N°008/PR/PM/2010

N'Djamena, le 2 AOUT 2010

**Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement**

À

Mesdames et Messieurs

- Les Présidents des Grandes Institutions de l'Etat ;
- Les Ministres ;
- Les Secrétaires d'Etat ;

Objet : Lettre circulaire relative à l'élaboration du Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2011.

La préparation du projet de loi de finances 2011 s'inscrit dans le cadre des orientations en matière budgétaire décrites dans le Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, (DSNRP II). Il s'inspire aussi des grandes orientations des politiques économiques (GOPE) pour l'année 2011 de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ainsi que du programme politique du Gouvernement du 13 mars 2010.

Notre ambition pour 2011 doit être, d'une part, de franchir une nouvelle étape dans l'action réformatrice des finances publiques conduite par le Gouvernement depuis plusieurs années dans le cadre du Plan d'Action pour la Modernisation de la gestion des Finances Publiques (PAMFIP) et, d'autre part, de renforcer le processus démocratique par la consolidation des acquis des Accords du 13 août 2007. Le renforcement de la sécurité et la consolidation d'un climat social apaisé sur toute l'étendue du territoire permettront d'assurer le bon déroulement des opérations électorales prévues en 2011 et de rassembler les éléments d'une croissance économique durable.

La priorité de notre action gouvernementale en 2011 devra être axée sur la consolidation des acquis du quinquennat social du Chef de l'Etat, tant en matière de lutte contre la cherté de vie que sur la question plus générale de la lutte contre l'inflation, condition de stabilité sociale et macroéconomique.

Dans le cadre de la préparation du projet de budget 2011, vos services rencontreront dans les prochains jours ceux du ministère des Finances et du Budget lors des réunions budgétaires pour entamer la phase d'examen conjoint des perspectives budgétaires et de lister les projets concrets de réforme et les économies qui leur sont associées.

Il me paraît opportun de vous fournir un certain nombre d'informations utiles et nécessaires sur le contexte macroéconomique dans lequel les discussions budgétaires 2011 vont se tenir. La présente lettre vous fixe également les orientations générales auxquelles j'attache du prix et qui doivent constituer la trame de fond des arbitrages budgétaires annuels et des budgets de programme.

Des directives techniques spécifiques compléteront la présente lettre aux fins de guider les choix budgétaires de vos services respectifs.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Après la régression observée en 2009, suite aux effets de la crise financière et de l'effondrement de l'activité économique dans les économies avancées, la production mondiale devrait progresser d'environ 4,5% en 2010, contre une contraction de 0,6% en 2009 d'après les estimations du Fonds Monétaire International. L'activité économique se redresse timidement dans de nombreux pays avancés, du fait notamment de l'importance des déficits publics, mais vigoureusement dans la plupart des pays émergents et en développement.

Après de fortes baisses enregistrées entre le 4^{ème} trimestre 2008 et le premier semestre 2009, les prix du pétrole ont évolué dans la fourchette de 70 à 80 dollars le baril pour le Brent. Il est attendu pour l'année 2010, un prix moyen de l'ordre de 75,27 dollars. La valeur du dollar vis-à-vis du franc CFA s'apprécierait sensiblement en 2010 (501 FCFA/dollar contre 471 en 2009) et permettrait d'améliorer nos recettes d'exportation.

En 2011, il est attendu la poursuite de la croissance économique à un rythme aussi soutenu qu'en 2010 au niveau global. Les cours du pétrole sont prévus en légère hausse (77,5 dollars par baril) et le dollar devrait légèrement s'apprécier (517 FCFA/dollar).

Au niveau mondial, l'inflation devrait être maintenue à un bas niveau à cause du bon ancrage des anticipations inflationnistes et des taux encore faibles d'utilisation des capacités.

En zone CEMAC, contrairement à l'année 2009, où l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 2,4% contre 4,4% en 2008 avec des tensions inflationnistes de 4% en 2009 et 5,9% en 2008, les perspectives laissent entrevoir un raffermissement de la croissance de l'ordre de 4% et la poursuite du recul des tensions inflationnistes vers la norme communautaire de 3% pour l'année 2010.

II. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE NATIONALE ET PERSPECTIVES

Notre économie a été marquée sur la période récente par une baisse relative de la production pétrolière et une hausse importante des investissements publics conformément aux objectifs du Chef de l'Etat de construire les infrastructures afin de faire face aux défis que constituent les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La croissance économique globale s'afficherait à 5,2% en 2010 contre 1,7% en 2009. Le secteur pétrolier enregistrerait une croissance de 0,3% en rapport avec la hausse de ses investissements. Les investissements réalisés au cours des années précédentes ont permis de stabiliser la production autour de 44 millions de barils.

Quant au secteur non pétrolier, la croissance devrait ressortir à 6,4% en 2010 contre 3,3% en 2009.

L'activité au cours de l'année 2011 devrait être encore plus vigoureuse grâce à la mise en production de la raffinerie de Djarmaya, de la cimenterie de Baoré (Pala) ainsi que des effets attendus de l'exploitation de la fibre optique, la reprise de l'agriculture liée à la politique agricole du Chef de l'Etat et les investissements du projet TEAM 9 (production de fil et de textile, fabrication de jus de fruits, etc.). Le taux de croissance globale s'afficherait à 5,6% environ.

Les effets d'entraînement liés à l'aboutissement de ces efforts en matière de politique de diversification de notre économie devront être importants. La balance commerciale devrait nettement s'améliorer grâce à la baisse attendue des importations de produits pétroliers (et dérivés) et du ciment. Les autres secteurs, notamment les bâtiments et travaux publics et de l'industrie pourront connaître un essor grâce à la hausse attendue en fourniture d'énergie électrique.

III. DEFIS ET OBJECTIFS MACROECONOMIQUES

L'année 2011 marquera ainsi un tournant majeur dans l'évolution économique de notre pays. La période d'expansion qu'entraîneront le raffinage pétrolier et l'aboutissement des autres investissements dans les secteurs économiques tels que les mines, l'industrie textile et l'agro-alimentaire permettra à l'économie nationale de disposer d'atouts importants pour enclencher une croissance économique durable et de sources diversifiées.

Cependant, il nous faudra mettre en œuvre une politique économique à même de résorber les principaux défis qui sont:

- Une inflation persistante malgré les efforts soutenus consentis au cours des précédentes années dans le cadre du quinquennat social du Chef de l'Etat ;
- Un déséquilibre des finances publiques important lié à la crise économique et financière mondiale, avec un solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) qui ressortirait autour de 28% en 2010 ;

- Une pression fiscale hors pétrole relativement faible comparée aux autres pays disposant d'une structure économique comparable.

Ces défis risqueraient de réduire les effets bénéfiques des facteurs de croissance, en particulier dans un contexte où plus de rigueur dans la gestion budgétaire est attendue suite à la mise en œuvre des décisions relatives à l'arrêt du financement du déficit public par la Banque centrale au titre des avances statutaires. Il convient de rappeler ici que les négociations avec le Fonds monétaire international afin de signer un programme appuyé par les ressources de cette institution n'ont pas encore abouti et que, en conséquence, les gestions budgétaires 2010 et 2011 devront être très prudentes de sorte à éviter l'accumulation d'arriérés de paiement intérieur et extérieur.

Dans ce contexte, il nous faut atteindre les objectifs macroéconomiques suivants :

- ✓ Taux d'inflation moyen annuel inférieur ou égal à 3% ;
- ✓ Solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) autour de 14% à l'horizon 2013 ;
- ✓ Solde budgétaire global supérieur ou égal à zéro à partir de 2013 ;
- ✓ Taux de pression fiscale hors pétrole supérieur à 14% en 2013.

Nous devons à cet effet mettre à profit les résultats obtenus des réformes budgétaires et accélérer les actions en cours afin, d'une part, de maîtriser les dépenses primaires et, d'autre part, d'améliorer les recettes de sorte à poursuivre notre plan d'investissement public, tout en garantissant ainsi les équilibres budgétaires.

Il nous faut également nous attaquer résolument dès l'exercice budgétaire 2011 aux autres problèmes qui minent la compétitivité de notre économie et sa base productive en particulier le coût élevé des facteurs de production (terre, énergie, communication, etc.).

IV. DIRECTIVES TECHNIQUES GENERALES

IV.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Le CDMT central joint en annexe de cette lettre indique les grandes masses des dépenses que l'Etat peut être en mesure d'assurer compte tenu des objectifs macroéconomiques traduits dans le cadrage élaborée pour la période 2010-2013.

Les enveloppes budgétaires indicatives correspondantes à l'exercice budgétaire 2011, allouées à vos différents services, présentées en annexe à cette lettre, constituent des plafonds de crédits. Ainsi, vous veillerez à ce que ces enveloppes soient réparties et utilisées en tenant compte de vos priorités, inscrites pour la plupart dans vos stratégies sectorielles consignées dans la SNRP2, dans vos budgets de programme et dans le programme politique du gouvernement. Le Ministère des Finances et du Budget veillera à une meilleure programmation des dépenses,

primaires et d'investissement pour limiter le recours aux dépenses avant ordonnancement.

Par nature, les dépenses globales suivront les évolutions ci-après :

- Les dépenses du personnel vont augmenter de 14 % par rapport au niveau retenu dans la loi de finances rectificative 2010 (LFR) pour tenir compte des avancements statutaires et des nouveaux recrutements à titre exceptionnel, ainsi que des effets financiers du décret 567 du 31 juillet 2007 ;
- Les biens et services augmenteront de 2,1%. Les dépenses de biens et services civils seront en légère hausse de 0,8 % par rapport à 2010 (LFR), car il est attendu des économies substantielles de la mise en œuvre de la comptabilité matière décidée depuis l'année dernière. L'essentiel de ces ressources devrait être affecté en priorité pour le fonctionnement des nouvelles infrastructures mises en place dans les régions. Quant aux dépenses de biens et services militaires, elles augmenteront de 5,1 %.
- Les transferts seront en baisse de 35,7 % liée principalement à une réduction des dépenses exceptionnelles de sécurité consécutive aux efforts que le Chef de l'Etat déploie en personne pour instaurer une paix durable. Les transferts et subventions hors celles des dépenses exceptionnelles de sécurité seront affectées en priorité aux actions de soutien aux nouvelles unités de production créatrices d'emploi;
- Les dépenses d'investissement seront en hausse de 2,2% pour tenir compte des projets reportés dans le cadre de la LFR 2010, des grands projets présidentiels et des projets de sécurité alimentaire.

Je demande à chaque département ministériel de transmettre au Ministère des Finances et du Budget dans les meilleurs délais les budgets programme 2011-2013.

Je souligne que vos propositions devront mettre en évidence le coût global afférent à chaque politique. Vos propositions, qu'elles soient de nature budgétaire ou fiscale, devront être soumises au Ministère des Finances et du Budget pour une expertise de coût et d'impact assortie d'indicateurs de performance. La tranche 2011 de ces budgets programme devra correspondre aux actions à réaliser au titre de l'exercice budgétaire 2011 et refléter la priorité de l'action gouvernementale relative à la lutte contre la cherté de la vie et l'inflation.

IV.2. Les allocations intersectorielles

Les répartitions intersectorielles de ressources obéissent aux orientations de la SNRP2 qui mettent l'accent sur la réforme de l'administration publique et la lutte contre la corruption, la création d'un environnement favorable à une croissance économique durable et réductrice de pauvreté, le développement du monde rural, des infrastructures de base et des ressources humaines.

De ce fait, les ministères prioritaires dont la part dans le budget hors service de la dette représentait **47%** en 2010 devrait atteindre **54%** en 2011. A ce titre, ils bénéficieraient de **465,241 milliards de FCFA** contre **365,138 milliards de FCFA** un an plus tôt.

V. DIRECTIVES TECHNIQUES SPECIFIQUES

V.1. Dépenses du personnel

Le niveau actuel de la masse salariale absorbe la quasi-totalité des ressources budgétaires hors pétrole (68%). L'objectif du Gouvernement est de maîtriser la masse salariale par l'aboutissement du projet de recensement biométrique. Aussi, les remplacements numériques ne seront strictement limités qu'aux ministères prioritaires. À titre exceptionnel, d'autres recrutements pourront être possibles en faveur des ministères de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur, s'il est démontré leur caractère indispensable. Il sera également mis en application les dispositions du décret 567 qui accordent un (01) mois de salaire supplémentaire à chaque fonctionnaire après une période de trois (03) ans. En liaison notamment avec cette situation, en 2011 la masse salariale progresserait de 14 % par rapport à son niveau de 2010, soit **241,57 milliards de FCFA**.

Chaque Département devra procéder au calcul des traitements et salaires des fonctionnaires en se conformant rigoureusement au tableau des échelonnements indiciaires des fonctionnaires et autres agents de l'Etat, déterminés par le Décret 219/PR/MFPTPEM/2003, en tenant compte du Salaire Minimum Inter Professionnel Garanti (SMIG) pour les contractuels et décisionnaires et du décret N°250/PR/MD/AC du 26 novembre 1970 pour les militaires détachés auprès de différents ministères.

La spécificité de certains départements nous amène à donner quelques prescriptions particulières suivantes :

- Au Ministère de la défense nationale

L'augmentation du paiement des salaires commencée en 2009 s'est poursuivie cette année en lien avec l'accroissement du salaire indiciaire de **15%** et de l'augmentation de l'effectif compte tenu des ralliements des éléments de l'opposition armée.

Dans le souci d'éviter les erreurs de programmation, il est demandé au Chef du Département de la Défense Nationale de mentionner avec précision dans l'avant projet de budget les départs à la retraite et les augmentations possibles en 2011 et d'assurer une meilleure maîtrise des dépenses militaires en mettant dès à présent en place une politique de démobilisation devant ramener le personnel militaire à un effectif raisonnable. Des instruments de suivi de l'effectif et des dépenses de personnel devront également être mis en place notamment les fichiers issus du recensement biométrique.

- Aux Ministères de l'éducation nationale & de l'enseignement supérieur

Il est attendu des responsables de ces ministères que les besoins en matière de personnel enseignants pour les nouveaux établissements scolaires et universitaires soient bien évalués à temps et intégrés dans le budget national.

Vos départements veilleront à une meilleure allocation des ressources humaines en tenant compte des besoins réels des différentes régions afin de garnir en personnel suffisant certaines régions, conformément à la carte scolaire.

- **Au Ministère de la santé publique**

Conformément au budget de programme, il est attendu de ce département que les nouvelles infrastructures sanitaires soient suffisamment dotées en équipements, en médicament et en personnel afin d'améliorer l'accès des populations aux services de base de qualité.

L'incidence financière des nouveaux recrutements prévus sur l'exercice 2011 en termes des médecins, des infirmiers, des sages-femmes, filles des salles et accoucheuses sera discutée avec les services compétents de la direction générale du budget conformément aux objectifs que s'est fixé le Gouvernement pour la maîtrise de la masse salariale.

- **Au Ministère de l'agriculture et de l'irrigation**

Afin d'apporter aux producteurs des conseils techniques, il sera envisagé, dans la limite du soutenable, le recrutement des agents d'encadrement villageois pour accompagner le processus de mécanisation de l'agriculture.

Votre budget intégrera vos besoins afin de réaliser les opérations de recensement agricole qui permettront à notre pays d'évaluer son potentiel de développement agricole. Une attention sera réservée à la réussite de l'aménagement des périmètres irrigués dans le cadre de l'appui au PNSA.

- **Au Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat**

Afin d'accroître l'offre de terrains d'habitation aux populations et aux opérateurs économiques et réduire les incidences de la mise en œuvre de la vision du gouvernement en matière d'urbanisation de nos villes, votre budget intégrera vos besoins en personnel nécessaire à l'augmentation substantielle des terrains lotis dans les grandes villes et en particulier à N'djamena.

- **Au Ministère de la fonction publique**

En vue de rendre efficace les services dans le traitement des dossiers des fonctionnaires et autres agents de l'Etat, vous devez estimer les recrutements nécessaires en tenant compte des besoins en personnel des délégations régionales.

V.2. Dépenses de biens et services

Tenant compte des imperfections dans la gestion des matériels, il est prévu que la mise en place d'une comptabilité matière dans tous les départements ministériels soit effective en fin de cette année 2010. A cet effet, il est attendu que les ressources budgétaires allouées aux biens et services civils n'augmentent que de 2,1 % par rapport au budget révisé de l'exercice 2010.

Globalement vous aurez à réexaminer vos besoins en tenant compte des nouvelles infrastructures mises en place, notamment dans les régions tout en restant dans les plafonds qui vous sont fixés.

Le traitement de certains départements appelle les instructions particulières suivantes :

- **Au ministère des finances et du budget**

Le Ministère devra consolider la modernisation de la gestion des finances publiques par le biais du PAMFIP et veiller à la mise en œuvre de la mercuriale des prix actualisée et accompagner l'instauration de la comptabilité matière dans tous les départements ministériels.

Il devra aussi, dans les limites de nos potentialités budgétaires, augmenter les fonds de subvention des énergies de substitution, notamment le gaz butane, les foyers et les panneaux solaires.

J'attache du prix à la mise en œuvre des actions visant à améliorer la gestion du foncier. Le pourcentage de concessions disposant de l'ensemble des documents administratifs (arrêté de cession de gré à gré, titre de propriété, etc.) est relativement faible, ce qui constitue une niche fiscale qu'il convient d'exploiter à tous les niveaux. Votre budget devra refléter votre plan d'action permettant d'accroître substantiellement les ressources et la sécurité foncières sur l'étendue du territoire nationale, tant en termes de régularisation administrative des attributions que d'imposition sur les maisons habitées.

- **Au Ministère du développement touristique**

Votre département inscrira dans son budget les actions nécessaires pour assurer un meilleur rapport qualité/prix des services hôteliers et celles visant à renforcer l'attrait et la visibilité de la destination Tchad auprès des touristes et investisseurs étrangers.

- **Au Ministère de l'éducation nationale**

Le Ministère devra veiller à doter les écoles des fournitures scolaires et petits équipements nécessaires pour relever le niveau et la qualité des enseignements.

Les responsables de ce ministère devront évaluer les besoins en matière de biens et services pour les nouveaux établissements scolaires et universitaires et les intégrer dans le budget de l'Etat. Ils devront également tenir compte des stocks dans les magasins.

- **Au Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat**

Votre budget reflétera votre plan d'action permettant d'accroître la disponibilité et les attributions de terrains lotis dans les grandes villes et en particulier à N'djamena.

- **Au Ministère de l'enseignement supérieur**

Le responsable de ce département devra évaluer les besoins en biens et services universitaires en tenant compte des chantiers ouverts ou achevés pour permettre à nos universités d'évoluer selon les normes requises.

- **Au Ministère de la santé publique**

Le Ministère devra veiller à doter les établissements sanitaires des fournitures nécessaires à leur fonctionnement, à l'approvisionnement constant en médicaments génériques et des vaccins.

Le responsable de ce département doit prendre des mesures vigoureuses pour renforcer l'accès aux services sociaux de base sur l'étendue du territoire et pour vérifier l'effectivité des mesures sociales, notamment la gratuité des soins d'urgence médicale, chirurgicales, gynéco-obstétricales et la prise en charge des malades du VIH SIDA.

Le Ministre devra également s'assurer que toutes les femmes enceintes soient gratuitement soignées du paludisme.

- **Au Ministère de la défense nationale**

Des augmentations régulières des dépenses militaires ont eu lieu depuis 2006 suite aux événements dramatiques que connaît notre pays. En 2011, les dépenses devraient se stabiliser compte tenu des engagements pris par le Chef de l'Etat et l'opposition armée suite à la politique de la main tendue qui a permis de sécuriser le pays.

- **Au Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique**

Des dispositions doivent être prises pour établir un tableau décompté des Gouvernorats, Préfectures et Sous Préfectures avec leurs besoins réels de fonctionnement.

L'état des besoins en rapport avec les échéances électorales doit être évalué à temps, de concert avec la CENI, pour en permettre la prise en charge dans le projet de loi de finance 2011.

- **Au Ministère des affaires étrangères et de l'intégration africaine**

Des dispositions doivent être prises pour évaluer avec précision, l'ensemble des mouvements du personnel diplomatique suivant un planning, les dotations nécessaires de fonctionnement de ces missions et pour répertorier les nouvelles créations suivant une approche par programme dans le moyen terme.

- **Au Ministère de l'agriculture et de l'irrigation**

Le responsable de ce Ministère doit mobiliser les ressources additionnelles pour augmenter et assurer une bonne répartition des périmètres aménagés, des intrants

et outils agricoles.

Un accent devra être mis sur la maîtrise de l'eau afin d'accroître la rentabilité des investissements en matière d'équipements agricoles et d'intrants.

- **Au Ministère de l'environnement**

Le Ministre chargé de l'Environnement doit revoir la question du bois de chauffe et son circuit de distribution pour combattre la spéculation et la pénurie artificielle organisées sur les marchés. En outre, il prendra toutes les dispositions nécessaires pour vulgariser les mesures de protection de l'environnement de façon à éviter d'éventuels abus et élargir le champ d'utilisation du gaz par la population au moyen de subventions conséquentes.

Ce ministère doit rendre opérationnelle la partie tchadienne du projet « Grande Muraille Verte ».

- **Au Ministère du commerce et de l'industrie**

Les responsables de ce département doivent renforcer et veiller au respect des mécanismes de contrôle des prix des biens de première nécessité sur les marchés.

Le budget devra également refléter le plan d'action du ministère afin de réduire les distorsions du marché, et en particulier les situations de monopoles.

Le département devra engager les réflexions en vue d'organiser un recensement des entreprises installées sur le territoire national afin d'améliorer la base des connaissances du secteur et le potentiel de croissance de notre économie.

- **Au Ministère de la fonction publique**

Le projet de budget devra intégrer les opérations de recensement biométrique en cours.

Le Ministère doit également veiller à mettre en œuvre la politique de carrières des fonctionnaires et agents de l'Etat.

V.3. Transferts courants

L'afflux des revenus pétroliers au cours des dernières années a favorisé une accélération du niveau de consommation des administrations publiques. En particulier, les dépenses de transferts et subvention ont progressé à un rythme exponentiel en raison principalement des dépenses exceptionnelles de sécurité et des subventions accordées aux deux grandes entreprises publiques, à savoir la Société nationale d'électricité (ex STEE) et la Cotontchad. Actuellement, les dépenses liées aux transferts et subventions absorbent 39% de l'ensemble des ressources de l'État.

Cette situation soulève bien évidemment la question de la capacité de l'État à poursuivre un tel niveau de financement. En réaction à cette situation, le Gouvernement a entamé à partir de 2009 une baisse sensible de ces différents postes des dépenses. En attendant l'aboutissement des mesures urgentes de réformes de la Cotontchad et de la Société Nationale d'Electricité, il veillera à maintenir un certain niveau d'intervention pour préserver leur caractère stratégique, notamment dans les actions avérées de soutien à la croissance.

La subvention à la Société Nationale d'Electricité reflétera la mise en œuvre des plans d'amélioration de la gestion et la mise en production de la raffinerie de Djarmaya. Il devra être également prévu la baisse des prix de l'énergie électrique, tant pour les particuliers que pour les entreprises, en rapport avec la disponibilité de la production de la raffinerie de Djarmaya.

En ce qui concerne la Cotontchad, la subvention prévue doit tenir compte de la feuille de route élaborée précédemment.

Les organismes nationaux bénéficiant des subventions, présenteront obligatoirement leur rapport d'exécution des budgets des exercices antérieurs et leur projet de budget 2011 à la commission budgétaire pour un premier arbitrage et ce, en perspective d'annexer ces budgets à celui de l'État.

Par ailleurs, il est demandé d'établir la liste des organisations internationales auxquelles le Tchad est membre et d'évaluer avec précisions les arriérés du pays au titre de votre département ministériel. Nous demandons également au Ministère des Finances et du Budget de maîtriser ce poste de dépenses.

V.4. Investissements publics

V.4.1. Pour les investissements directs de l'Etat

L'assainissement des finances publiques a beaucoup souffert des errements constatés dans la gestion des projets d'investissement sur financements directs de l'État. Actuellement, il existe un stock important des contrats pour lesquels des crédits doivent être trouvés en 2011-2013 et qui fragilisent de facto la capacité de l'État à honorer sa signature.

Bien que des mesures soient prises par le Gouvernement pour prévenir ces situations fortement préjudiciables à la santé financière de notre pays, et partant à sa crédibilité, nous en appelons une fois encore à l'attention particulière des Ministres, pour éviter de programmer ou d'engager des programmes d'investissements sans s'assurer de l'existence des ressources pour les financer car il s'agit pour le gouvernement d'améliorer la planification des investissements et la passation des marchés publics.

Pour l'année 2011, il s'agira de mettre en avant, une démarche garantissant le respect des engagements de l'État vis-à-vis de ses fournisseurs et de ses partenaires internationaux, tout en réalisant les programmes et objectifs que le Gouvernement s'est fixés. A cet effet, le Gouvernement entend maintenir en 2011 les dépenses d'investissements à un niveau élevé : **281,144 milliards de FCFA (y**

compris fiscalisation des marchés publics) pour apurer entièrement non seulement tous les engagements antérieurs mais également doter les infrastructures existantes des équipements adéquats afin d'assurer leur fonctionnement.

Ainsi, êtes-vous conviés à programmer les dépenses d'investissements à l'intérieur des enveloppes qui vous sont proposées dans l'ordre des priorités ci-après :

1. Accorder des allocations suffisantes pour garantir la poursuite des projets d'investissements en cours ;
2. Doter les projets de fonds de contreparties nécessaires ;
3. Mettre l'accent sur les équipements des infrastructures existantes ;
4. Et seulement, s'il reste une marge, inscrire les nouveaux projets envisagés par vos ministères respectifs conformément aux programmes d'actions prioritaires de la SNRP2 et ceci, dans le strict respect des dispositions de l'article 7 de la Loi Organique.

V.4.2. Pour les fonds de contrepartie aux projets

Ces fonds de contrepartie doivent être strictement évalués conformément aux dispositions des conventions de financement conclues avec les bailleurs et pour les montants qui peuvent être exigibles en 2011. Toute demande de financement de contrepartie doit être appuyée de l'état d'exécution financière dudit projet pour les années antérieures et du détail des calculs ayant abouti au montant proposé. Vous vous conformerez aux tableaux n°19 et 20 annexés à la présente circulaire.

Nous estimons que la concertation entre les Secrétaires généraux des ministères, les DAAFM, les Directeurs des études et les chefs des projets est primordiale pour une budgétisation rigoureuse des contreparties nationales.

Par ailleurs, le Gouvernement envisage d'assurer le relais des décaissements suspendus par certains partenaires. Par conséquent, nous vous demandons d'inscrire les montants correspondants.

Le traitement de certains départements ministériels appelle les instructions particulières suivantes :

- Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Les efforts en termes d'investissements devront être axés sur les équipements des infrastructures déjà existantes et celles en cours d'exécution. Une fois la situation des contrats de construction des écoles, lycées et collèges clarifiée au regard des disponibilités budgétaires 2011-2013 et de la nouvelle démarche participative dans la construction, le budget 2011 devra prendre en compte la finalisation des contrats définitivement retenus, ainsi que les tables bancs et divers matériels nécessaires à leur fonctionnement.

- **Ministère de l'agriculture et de l'irrigation**

La priorité au Ministère de l'Agriculture sera axée sur la maîtrise de l'eau, l'intensification et la diversification de la production et la sécurité alimentaire. Compte tenu de nos engagements, il sera alloué au titre du Budget 2011 au Projet National de Sécurité Alimentaire environ **17** milliards de Francs Cfa, pour compléter les efforts réalisés au niveau des différents projets relevant de ce programme. Par ailleurs, afin de limiter les effets de la crise alimentaire, des achats des céréales seront réalisés pour constituer des stocks de sécurité. A cet effet, un montant d'environ **5** milliards de Francs CFA sera alloué à l'ONASA.

- **Ministère de l'élevage**

Les investissements doivent viser principalement l'accroissement et la diversification de la production de l'élevage à travers l'amélioration de la santé animale, la multiplication des points d'eaux pastoraux, etc. En outre, un accent particulier doit aussi être mis sur la réalisation des projets convenus avec nos partenaires internationaux dans ce domaine.

Enfin, les ressources nécessaires pour la poursuite des opérations de recensement de l'élevage devront être évaluées avec plus de rigueur.

- **Ministère des finances et du budget**

Le Ministère devra prévoir une enveloppe suffisante pour le plan d'activités prioritaires retenues pour la période 2011-2013 dans le cadre du PAMFIP, finaliser et mettre en application les mesures arrêtées et rendre davantage visibles les résultats engrangés sur les périodes précédentes.

V.4.3. Investissements sur ressources extérieures

Les dépenses d'investissement public financées sur ressources extérieures sont souvent méconnues ou ignorées de presque tous les départements ministériels concernés.

Cette situation assez dommageable ne permet pas d'évaluer avec précision le montant réel des apports aussi importants, ni de mesurer leur impact sur le développement économique et social du pays.

Pour pallier à cette insuffisance, chaque département ministériel doit davantage s'impliquer conséquemment et présenter un dossier pour chaque projet d'investissement.

V.5. Les budgets annexes

Afin de permettre au Gouvernement de déposer le projet de budget sur le bureau de l'Assemblée Nationale au plus tard le 30 Septembre 2010, Il vous est instamment demandé de requérir des responsables des organismes nationaux et établissements publics sous votre tutelle administrative, la transmission de leurs prévisions

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PREVISION

12/08/2010

CDMT 2011 - 2013, en millions de FCFA

	Réalisation 2009	LFR 2010	2011	Prévision 2012	2013
PERSONNEL	200 700	211 964	241 571	246 803	252 150
Civil	134 500	139 263	161 383	164 611	167 903
Militaires	66 200	72 701	80 187	82 192	84 247
BIENS et SERVICES	110 400	103 319	105 460	107 523	110 994
Civil	45 000	72 869	73 450	73 523	74 994
Militaires	65 400	30 450	32 010	34 000	36 000
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	310 912	351 980	226 215	201 000	210 000
dont dépenses					
exceptionnelles de sécurité	198 875	140 200	50 900	30 100	20 000
INVESTISSEMENTS	352 800	469 125	479 500	527 201	560 101
Intérieur	242 100	348 940	281 140	290 000	322 900
Extérieur	110 700	120 185	198 360	237 201	237 201
SERVICE DE LA DETTE	90 091	67 477	126 704	171 600	169 860
INTERETS	20 800	-	20 206	11 400	6 860
Intérieurs	5 200	-	9 900	5 700	3 430
Extérieurs	15 600	-	10 306	5 700	3 430
PRINCIPAL	69 291	67 477	106 498	160 200	163 000
Intérieurs		38 377	73 072	41 600	41 600
Arriérés		-	-	61 100	63 900
Extérieurs	29 100	29 100	33 426	57 500	57 500
TOTAL	1 064 903	1 203 865	1 179 450	1 254 128	1 303 105

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

ENVELOPPES DES SECTEURS PRIORITAIRES 2011

Tableau N°2

(en milliers de F CFA)											
Sect	Institutions	Budget ordinaire				Pétrole				Total Général	
		Personnel	Fonctionnem.	Transfert	Investissements	Personnel	Fonctionnem.	Transfert	Investissements	LFI 2011	
5	Cour Suprême	564 314	734 085	-	500 000	-	-	-	-	1 798 400	
7	Economie et Plan	874 571	729 967	668 296	2 000 000	-	-	-	-	4 272 834	
10	Finances et Budget	10 006 645	3 796 839	8 932 862	16 500 000	-	-	8 682 000	-	47 918 346	
12	Justice	3 246 122	1 728 831	2 900 000	4 000 000	-	-	-	1 000 000	12 874 953	
15	Education nationale	61 646 610	10 230 132	1 800 000	5 000 000	-	-	3 500 000	6 500 000	88 676 742	
16	Santé Publique	10 403 137	10 150 220	8 177 000	10 550 000	-	-	2 000 000	7 000 000	48 280 356	
17	Action Sociale	2 360 200	1 025 253	3 920 000	3 000 000	-	-	-	-	10 305 453	
18	Agriculture	2 781 673	2 237 752	3 536 000	4 000 000	-	-	8 694 000	-	21 249 426	
19	Elevage	1 864 842	1 511 431	1 090 000	2 739 000	-	-	-	2 261 000	9 466 272	
21	Mines & Géologies	420 748	1 586 300	500 000	2 000 000	-	-	-	-	4 507 048	
22	Infrastructures	985 737	1 636 190	1 099 241	71 723 000	-	-	1 961 000	42 652 000	120 057 168	
25	Postes & Technologies	213 386	888 867	1 090 000	1 500 000	-	-	-	1 000 000	4 692 253	
26	Environnement	2 653 087	1 034 883	-	2 700 000	-	-	-	300 000	6 687 970	
27	Enseignement Supérieur	3 104 126	784 839	6 896 999	3 000 000	-	-	4 475 000	3 030 000	21 290 964	
30	Haute Cour de Justice	82 666	90 804	-	300 000	-	-	-	-	473 470	
31	Aménagement du Territoire	844 022	864 182	-	3 000 000	-	-	-	4 000 000	8 708 204	
33	Pétrole & Energies	385 637	3 695 533	25 438 000	5 000 000	-	-	5 000 000	3 000 000	42 519 170	
34	Décentralisation	147 285	296 687	-	300 000	-	-	-	-	743 972	
35	Contrôle Général d'Etat	1 093 338	861 716	-	600 000	-	-	-	-	2 555 054	
36	Droits de l'Homme	137 745	240 890	104 000	500 000	-	-	-	-	982 635	
38	Eau	152 542	226 200	-	4 000 000	-	-	-	1 000 000	5 378 742	
39	Micro finances	110 775	191 566	1 000 000	500 000	-	-	-	-	1 802 341	
	TOTAL	104 079 210	44 543 167	67 152 398	143 412 000	-	-	34 312 000	71 743 000	465 241 775	
Total % des secteurs prioritaires										54%	
Total verif		-	0	0	187 584 000	209 397 000	-	-	38 631 000	71 743 000	854 386 000
Dettes										126 705 000	
Financements extérieurs										198 360 000	
TOTAL LFI 2011										1 179 451 000	

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

ENVELOPPES DES AUTRES SECTEURS 2011

Tableau N°1

		Budget ordinaire				Pétrole				(en milliers de F CFA)
Sect	Institutions	Personnel	Fonctionnem.	Transfert	Investissements	Personnel	Fonctionnem.	Transfert	Investissements	Total Général LFI 2011
1	Présidence	6 606 962	3 366 543	5 472 206	1 500 000	-	-	-	-	16 945 711
2	Primature	1 611 599	874 359	825 533	1 200 000	-	-	-	-	4 511 491
3	Assemblée Nationale	3 423 638	2 260 711	1 040 888	1 491 473	-	-	-	-	8 216 710
4	HCC	175 577	158 324	103 000	150 000	-	-	-	-	586 901
6	Conseil Constitutionnel	244 844	233 417	-	1 400 000	-	-	-	-	1 878 261
8	Communication	1 021 000	622 376	1 614 000	1 000 000	-	-	-	-	4 257 376
9	Relations Extérieures	4 708 000	2 879 571	-	3 650 000	-	-	-	-	11 237 571
11	Fonction Publique	879 000	255 663	1 020 000	975 000	-	-	-	-	3 129 663
13	Intérieur et Sécurité	24 528 000	3 925 272	3 328 000	4 000 000	-	-	-	-	35 781 272
14	Défense Nationale	80 157 000	32 010 000	470 000	6 000 000	-	-	-	-	118 637 000
20	Commerce	599 886	310 515	3 681 000	3 000 000	-	-	4 319 000	-	11 910 401
23	Jeunesse et Sports	2 320 830	719 694	1 287 125	3 000 000	-	-	-	-	7 327 649
24	Tourisme	311 757	128 709	230 000	2 500 000	-	-	-	-	3 170 465
28	SGG	662 669	618 435	593 850	1 000 000	-	-	-	-	2 874 954
29	Médiature	373 780	69 617	193 000	200 000	-	-	-	-	836 397
32	Sécurité Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37	Culture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40	Conseil Eco. et Social	214 847	225 706	-	500 000	-	-	-	-	940 553
88	Dépenses Communes	9 652 403	12 257 922	100 573 000	34 418 527	-	-	-	-	156 901 851
	Total	137 491 791	60 916 832	120 431 602	65 985 000	-	-	4 319 000	-	389 144 225
Total % des secteurs non prioritaires										46%